

Questions orales

ministre s'engagera-t-il ici aujourd'hui à cesser de s'acharner contre les programmes sociaux fédéraux?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, personne ne s'acharne contre les programmes sociaux fédéraux.

Le député devrait se souvenir de ce que nous avons clairement déclaré lors de la présentation des derniers budgets, à savoir que nous ne réduisons les dépenses que pour éviter le plus possible de nuire aux programmes qui composent le filet de la sécurité sociale. Les dépenses fédérales vont augmenter cette année de 3,2 milliards de dollars. Trois milliards de ces 3,2 milliards de dollars iront en pensions de sécurité de la vieillesse, prestations d'assurance-chômage, pensions et allocations aux anciens combattants, paiements de péréquation aux provinces à faible revenu, prestations de l'assistance sociale que nous fournissons à part égale avec les gouvernements des provinces à faible revenu, versements aux autochtones aux titres des soins médicaux, de l'éducation et du logement. Cela prouve que nous n'avons modifié aucun de ces programmes. Nous sommes absolument résolus à ne pas les modifier et l'on a tort de prétendre le contraire.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, les Canadiens n'ont que faire des 25 p. 100 de solution du ministre.

J'ai une question supplémentaire. Le groupe sur la réforme de la politique sociale a également fait remarquer à juste titre, et je cite: «Le gouvernement fédéral a réduit ses dépenses dans le secteur social de milliards de dollars et a recueilli encore plus de milliards en impôts sur le revenu grâce à la désindexation partielle du régime fiscal et des principaux programmes sociaux.» Quand le ministre réprimera-t-il son envie d'aider ses amis de Bay Street et quand se décidera-t-il à venir en aide aux centaines de milliers de Canadiens qu'il a jetés sur le pavé à cause de ses programmes économiques mal structurés?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, encore une fois, le député déforme les faits dans le préambule de sa question. S'il examine les politiques que le gouvernement a suivies, il s'apercevra, par exemple, que le crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente, l'importante augmentation du crédit d'impôt pour enfants et la réforme de l'impôt sur le revenu sont des mesures qui ont été conçues pour que les gens qui se situent dans les tranches d'imposition des revenus plus élevés assument une plus grande part du fardeau fiscal, une part nettement plus considérable que ce n'était le cas lorsque nous avons formé le gouvernement.

Cela traduit clairement notre engagement à l'égard des programmes qui forment le filet de la sécurité sociale ainsi qu'une volonté de rendre ces programmes efficaces. Ces politiques n'ont pas eu pour effet d'aider les gens dans les tranches d'imposition des revenus plus élevés, comme les députés du Parti libéral qui se sont continuellement opposés au remboursement des prestations de sécurité de la vieillesse lorsque le revenu dépasse 50 000 \$. C'est un exemple de la façon dont nous établissons nos objectifs. . .

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Quand nous aborderons tout à l'heure la question de l'unité nationale, j'espère que nous pourrons aussi parler de l'oreille que le gouvernement prête aux Canadiens. Je tiens à signaler au vice-premier ministre que, pour les pêcheurs, les agriculteurs et les travailleurs qui perdent leur gagne-pain par centaine chaque mois, le sujet brûlant est de savoir comment ils vont faire pour joindre les deux bouts, pour continuer d'élever leur famille, pour rester en affaires et pour payer leurs factures.

Après tant d'années, le gouvernement comprend enfin qu'il est important d'écouter ce que les Canadiens ont à dire. Les chômeurs canadiens—ils sont un million—ne peuvent pas attendre. Alors, qu'est-ce que le vice-premier ministre dirait d'écouter dès maintenant les Canadiens et de retirer le projet de TPS, d'écouter les Canadiens et de réduire les taux d'intérêt, d'écouter les Canadiens et de tenir compte de ce qu'ils disent au sujet de la stratégie économique du gouvernement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, personne dans les rangs ministériels ne se réjouit de savoir qu'il y a actuellement près d'un million de chômeurs au Canada. Je peux vous dire que nous sommes tous heureux, par contre, de constater que plus de 1,5 million de personnes qui étaient en chômage il y a six mois ont maintenant du travail. Cela vous donne une idée du genre de programme économique que nous suivons.

• (1430)

Le chef du Nouveau Parti démocratique prétend que nous ne devrions pas mettre à exécution notre projet de TPS parce que les gagne-petit vont en souffrir. Elle dénature l'esprit de la politique gouvernementale, car le crédit pour TPS qui sera payé par chèques quatre fois par année à compter de décembre, avant même l'entrée en vigueur de la TPS, annulera l'effet de la réforme de la taxe de vente pour les ménages dont le revenu est inférieur à 30 000 \$, de sorte qu'ils seront alors plus riches qu'ils ne le sont aujourd'hui.